

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19334 - 75ÈME ANNÉE

Conférence de presse du PCR

« Prêts à prendre nos responsabilités dans la concertation la plus large »



Yvan Dejean, porte-parole du PCR, et Julie Pontalba, ancienne candidate aux Européennes, ont tenu hier la conférence de presse du Parti communiste réunionnais.

Annoncée quelques heures avant la conférence de presse tenue hier par le PCR représenté par Yvan Dejean et Julie Pontalba, la venue possible du chef de l'État dans trois mois fixe une échéance : celle d'être capable dans ce délai pour La Réunion de parler d'une même voix afin de présenter un projet global, cohérent et solidaire. Le PCR propose que la Conférence territoriale élargie aux forces vives soit le lieu d'élaboration de ce projet.

Sur les contrats de convergence, le PCR considère que le développement de La Réunion ne se réglera pas par une somme de projets mais par un projet global, cohérent et solidaire. Le PCR revendique la tenue d'une Conférence territoriale élargie chargée de l'élaboration de ce projet. Il reste 3 mois avant la visite du chef de l'État pour préparer ce projet afin que La Réunion parle d'une même voix.

Le 27 octobre, le PCR avait remis ses propositions à un conseiller

de la ministre des Outre-mer deux semaines avant le début du mouvement des gilets jaunes. Lors du Grand débat à l'Élysée, Maurice Girancel a présenté la position du PCR au chef de l'État.

« Nous aspirons à une Réunion nouvelle : répondre à l'urgence sociale, l'urgence économique et à l'urgence climatique ; préparer l'avenir avec plus de compétences dans une assemblée territoriale, un fonds de développement », poursuit Yvan Dejean, « la solution n'est pas l'intégration

« Nous sommes prêts à prendre nos responsabilités dans la concertation la plus large », ajoute-t-il. Tout va se jouer dans les trois mois qui viennent.

Transparence sur les prix

Sur la vie chère, Yvan Dejean signale la parution de deux rapports à quelques semaines d'intervalle : celui commandé par l'Observatoire des prix des marges et des revenus (OPMR) et

celui de l'Autorité de la concurrence.

Pour sa part, le PCR demande la transparence sur les prix de l'usine à la gondole. C'est la base d'une nouvelle politique des prix et des revenus. Il souhaite que l'OPMR devienne « une structure d'autorité pouvant dicter des règles opposables de nature à lutter contre les monopoles et les situations dominantes », souligne le porte-parole du PCR.

Le PCR revient sur le résultat de l'étude de l'INSEE, indiquant qu'un tiers des jeunes sortent de l'école sans diplôme. À cela s'ajoute le fait que 55 % des jeunes vivent sous le seuil de pauvreté, et qu'un tiers n'utilisent pas tous leurs droits. En même temps,

le Rectorat identifie le créole comme un moyen de favoriser l'apprentissage.

Ceci vient conforter l'analyse du PCR sur cette question. Le PCR plaide aussi pour la création d'une Université de l'Océan Indien, qui va au-delà de quelques échanges. Il demande de revoir le calendrier scolaire et de développer l'apprentissage de notre histoire et du créole à l'école.

Le PCR préconise aussi une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences.

Le 6 septembre prochain, le PCR tiendra une assemblée générale où il sera question de ces sujets et des municipales.

M.M.

Le PCR et la situation internationale

Le risque d'une nouvelle crise financière s'amplifie

La conférence de presse tenue hier par le PCR a été l'occasion de présenter une analyse du contexte international et de ses répercussions actuelles et à venir sur La Réunion.

Sur la question du climat, les choses s'accroissent : sécheresse sans précédent en Inde, 32 degrés en Alaska, pluies torrentielles au Japon avec l'évacuation d'un million de personnes, canicule en Europe avec des drames humains, énumère Yvan Dejean. Pour le PCR, ceci aura des conséquences sur les prix des aliments de base et « cela pose la question des réfugiés climatiques ».

« Le dérèglement climatique n'arrive pas par hasard », précise le porte-parole du PCR, « la cause fondamentale est le modèle capitaliste d'exploitation sans foi ni loi qui détruit la biodiversité ».

Yvan Dejean signale aussi la

création de la ZLEA (Zone de libre-échange africaine) comprenant plus de 50 États, pour une population de près d'un milliard d'habitants. Dans le même temps, l'Union européenne signe des accords commerciaux avec les membres de la ZLEA, les APE (Accord de partenariat économique), dont on ne mesure pas l'impact aujourd'hui. Or, les coûts de production de ces pays sont très faibles, et les taxes douanières diminuent. D'où l'interrogation sur l'avenir de la production de La Réunion ?

A cela s'ajoutent les accords UE-Mercosur et UE-Vietnam. C'est une concurrence supplémentaire pour notre sucre de canne, indique Yvan Dejean qui rappelle que Tereos est implanté au Brésil.

Le 7 juillet, la Deutsche Bank a annoncé le licenciement de 18.000 personnes. Selon des analystes, cette banque « est à l'agonie avant faillite ». En 2008,

Lehmann Brother s'était effondrée, ce qui avait accéléré la crise financière. Or Deutsche Bank est une des plus grandes banques européennes. En même temps, l'Union européenne doit gérer la crise du BREXIT. Ceci aura des conséquences pour les RUP. Les États-Unis pourraient se trouver en cessation de paiement au mois de septembre, ils ont une dette de 22.000 milliards de dollars.

C'est au lendemain de l'effondrement de Lehmann Brother qu'avait été lancée la politique d'austérité. Si une nouvelle crise financière se reproduit, La Réunion ne sera pas épargnée.

Travailler à des débouchés supplémentaires pour la canne à sucre

Filière canne : le PCR appelle à préparer dès maintenant l'après-2021



Elle explique que les signatures d'accords commerciaux par l'Europe permet l'importation de sucres bons marchés sur ce marché. Comment faire face à cette concurrence ? Que fera Tereos ?

« On ne peut pas du jour au lendemain supprimer une culture qui concerne 23 communes sur 24, et un espace important », affirme-t-elle. « A l'heure de la transition écologique, comment utiliser au mieux cette matière première, comment ne pas perdre les emplois qui existent déjà, comment assurer les revenus des planteurs ? », interroge Julie Pontalba.

Elle rappelle l'initiative demandant aux Réunionnais de racheter Er-canne, détenue à 65 % par Tereos. Ce centre de recherche mondialement reconnu doit être maintenu à tout prix à La Réunion, même si Tereos prenait la décision de s'en aller.

D'ailleurs, d'importants débouchés s'ouvrent pour la canne à sucre : remplacer le plastique, vêtements...

« Que les Réunionnais s'unissent et proposent quelque chose sur l'avenir de la canne à La Réunion », souligne le PCR. Ce projet sur la canne peut faire partie du projet global pour La Réunion.

Ce 17 juillet, date de l'ouverture de la campagne sucrière dans le Sud et l'Ouest, le PCR a demandé le lancement d'une concertation associant tous les acteurs de la filière canne pour travailler à un projet pour préparer l'après 2021, date de fin de l'actuelle Convention canne qui fixe les revenus des planteurs.

« En ce jour d'ouverture de la coupe dans le Sud, il y a des menaces qui pèsent sur cette filière », annonce Julie Pontalba. En 2017,

l'Europe a mis fin aux quotas sucriers. L'État avait alors signé une Convention canne, où une aide compensatoire de 28 millions d'euros par an avait été inscrite. Mais l'État a remis en cause cette subvention en laissant planer le doute sur le financement de cette aide. Finalement, la semaine dernière des déclarations ont laissé entendre que la somme sera versée.

« Il faut d'ores et déjà réfléchir à l'après-2021 », souligne l'ancienne candidate aux élections européennes.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Ot é

Ala kosa i ariv kan ou lé pa fèrm dsi out prinsip ! Kok moulèr rant sou la zèl !

Mé syé, médam, la sosyété nou la fine di é rodi zédézil i tard pa pou komansé-si tèlman talèr kan va komansé in pé va kroir la fini !-mé moin lé sir bann gran médyas sar la pou dir azot zour apré zour « la grann fète » la komansé. La grann fète ? Dann in sans oui, pars pou prépar sa néna demoun la, konm i di, bien in vésti azot késtyonn lorganizasyon, késtyonn lantrènman, késtyonn l'invéstisman san parlé la kan tité souvnir épi zimaz in pé va ramasé pou anparl in zour.

Bravo pou vréman tout sak la invésti ladan. Pars la pa in mins afèr pou fé... Pa pou bann zaspèrkui, bien antandi.

Zaspèrkui ! Kosa mi vé dir par la ? Mi vé parl sak la lèss tou lé zot travaye épi momandoné zot i ariv pou ramass lonèr, pou fé oir azot – i di mèm in pé ladan i sézi lokazyon pou fé zot piblisité . Mi mète pa ladan bann famiy bann konpétitèr pars mi koné zot la antour zot marmaye pou pèrmète ali gingn lo méyèr rézilta posib. Mi mète pa non pli ladan tout bann zorganizatèr, bann téknisien, la plipar d'tan bénévol sansa non, pou sak zot la fé pou mète an marsh in gran mahine konmsa.

Kan mi di zaspèrkui, mi oi plito désèrtin politik pars d'aprè sak mi kroi zot l'aprè ral kouvertir dsi zot é aprè majine bann zéléktèr va pans azot lo zour véni... Moin lé a d'mandé kosa zot la fé pou La Rényon. Kosa zot la fé pou mète in pé nout péi anlèr pa arienk zordi mé dopi dé zané é dé zané. Moin lé a d'mandé kosa zot la fé pou tienbo lo rin avèk gouvèrnman fransé épi son bann minis épi bann gouvèrnman la zone loséan indien.

Si zot la fé kékshoz la pa dann bon sans. An touléka sé konmsa mi oi sa. Pou kosa ? Zot i pé dir amoin kosa La Rényon i roprézant dann la Coi ? Zot i pé dir amoin kosa i lé so frans loséan indien mi koné mèm pa ? Zot i pé dir amoin kan épi koman zot la tienbo lo rin avèk é mèm kont tout lé z'ot pou fé oir banna kèl koté brinjèl i sharj.

Ala mon répons é si la pa konm sète zot tanpir pou zot. Pou moin zot la fé konm kok bataye, kok moulèr, kan li mète son tête sou la zèl bann pli for. Kok moulèr, rant sou la zèl !

Justin